

# « Il faut adapter l'islam à la mentalité française »

Pour l'imam Tareq Oubrou, le discours religieux doit permettre l'intégration des musulmans dans la société

## ENTRETIEN

**I**l faut une refonte de la théologie musulmane », affirmait Tareq Oubrou le 2 février, à l'Athénée de Bordeaux, aux côtés des représentants des autres religions de la ville et de son maire, Alain Juppé (UMP), dont il est proche. A cette tâche, le recteur de la mosquée de Bordeaux s'est attelé depuis plusieurs années. A la fois théologien et homme de terrain – il a prêché dans plusieurs villes du Sud-Ouest après son arrivée en France en 1979, à l'âge de 20 ans –, ce natif d'Agadir, au Maroc, issu de l'Union des organisations islamiques de France (proche des Frères musulmans), plaide pour un islam qui prenne en compte le contexte culturel dans lequel il est implanté.

### Comment analysez-vous le débat récurrent sur la laïcité, ces dernières années en France ?

L'islam, par sa visibilité, déstabilise l'identité nationale. Les gens n'ont pas été préparés à accueillir cette visibilité. Quand les primo-migrants sont venus pour construire la France, on a accueilli des bras, mais on a oublié qu'avec les bras viennent des cultures et des religions. Ils ont transmis ce qu'ils ont pu à leurs enfants : une religion mélangée avec la culture d'origine. Mais la mondialisation a fait que d'autres discours se sont installés dans l'Hexagone.

Dans la société française, il faut prendre en considération le droit (la laïcité me permet de pratiquer ma religion), mais aussi les mentalités. La liberté en France, c'est la capacité de se libérer de la religion. Il faut donc adapter l'islam à cet univers mental où la pratique religieuse est vue de manière sceptique. L'islam est-il compatible avec la laïcité ? C'est une mauvaise question. L'islam n'est pas une civilisation. Aujourd'hui, il pénètre une nouvelle aire. Le rôle qui incombe à des gens comme moi, c'est de faire l'interface, le pont entre la communauté et la société. D'avoir un discours religieux qui permette l'intégration des musulmans dans la société.

**Vous côtoyez des jeunes depuis des décennies. Comment a évolué leur rapport à la religion ?**

La laïcité a fait que les gens n'ont pas de culture religieuse. Ces jeunes ne se reconnaissent pas dans une histoire de France qui omet huit siècles d'apport de la civilisation arabo-musulmane. Nous sommes encore dans un programme pédagogique gréco-romain et judéo-chrétien, alors que l'histoire de l'Occident a été aussi marquée par l'apport scientifique, philosophique et même juridique de l'islam. La relation de la France au monde arabe ne se limite pas à la guerre d'Algérie ! C'est plus profond que cela. Et cela permet à l'enfant musulman de se reconnaître dans une nation qui fait place à ses ancêtres. C'est ce que j'appelle l'intégration mentale.

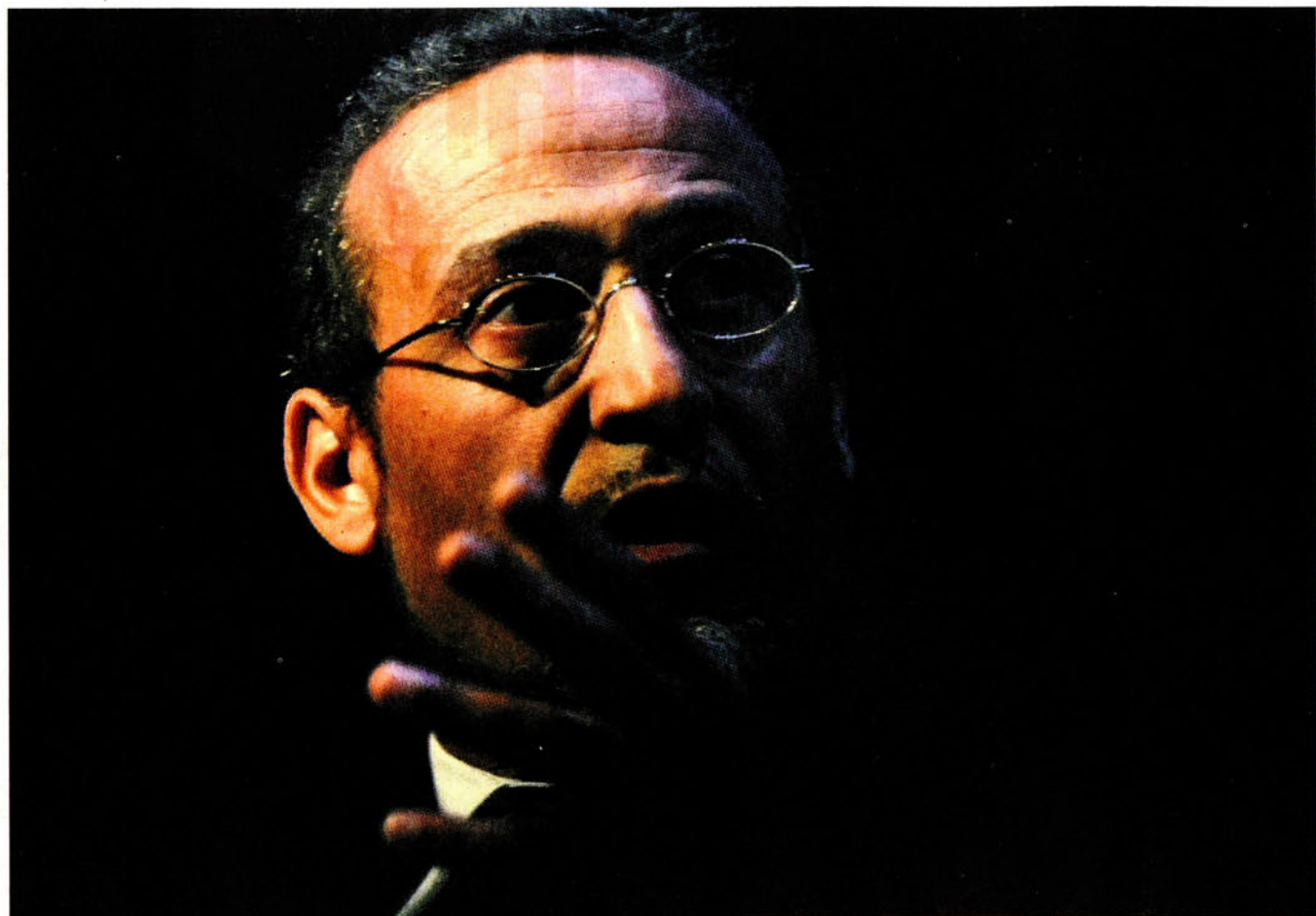
### Quelle est la part du religieux dans la tentation djihadiste ?

Il y a des jeunes aujourd'hui qui passent de la criminalité profane à la criminalité religieuse. Les jeunes qui ont commis les crimes ignobles des 7, 8 et 9 janvier sont aussi le produit de l'échec scolaire, des prisons, de la délinquance, de la précarité sociale, de l'éclatement des familles. Il est évident que c'est multifactoriel. Dire que c'est génétiquement lié à l'islam, c'est ne rien comprendre ni à l'islam ni à la complexité de l'être humain.

Mais il y a des imams dont le discours atteint négativement des esprits fragiles. On n'a pas encore d'imams doublement situés. D'une part dans la tradition musulmane avec sa complexité, car tous n'ont pas une formation théologique solide. Et d'autre part dans la complexité de la réalité française. Ils ne sont pas assez outillés. Ils sont dans un système binaire propice à l'intégrisme : les musulmans et les non-musulmans, les croyants les non-croyants. C'est ce qui est dramatique : des discours naïfs, simplistes, produisent de la violence. Les jeunes ont du mal à comprendre que le Coran demande des outils d'interprétation. Il y a une dimension historique dans le Coran. Tout n'y est pas absolu.

### L'islam permet-il la séparation entre spirituel et politique ?

Dans le Coran, il y a des passages principaux et des passages circonstanciels. La paix, la liberté, l'égalité entre hommes et femmes, ce sont



CHRISTIAN STAVEL/LA MONTAGNE/MAXPPP

**« L'allégeance juridique citoyenne l'emporte sur l'allégeance spirituelle. Et ça, c'est le Coran qui l'installe »**

TAREQ OUBROU

des principes. Le rôle du droit, c'est de composer avec la réalité. Théologie et droit : il ne faut pas confondre les deux répertoires.

Les musulmans, dès le départ, ont découpé l'histoire de la révélation. Ils sont parfois choqués quand le Coran leur dit : si une tribu musulmane vous demande de l'aider au nom de la religion, faites-le, sauf s'il s'agit de le faire con-

tre une autre tribu non musulmane avec laquelle vous avez une alliance. Le droit est supérieur à l'appartenance à la communauté spirituelle. Les musulmans, ici, sont français. Ils appartiennent à une communauté politique nationale et à une communauté spirituelle mondiale. Mais c'est l'allégeance juridique citoyenne qui l'emporte sur l'allégeance spirituelle. Et ça, c'est le Coran qui l'installe. Il n'y a pas d'antinomie entre la République et l'islam.

### Que faudrait-il faire pour former les imams ?

Parler de la seule formation, c'est mal poser le problème. L'imamat en France est d'abord une vocation. La théologie ne suffit pas. L'imam fait aussi l'assistant social, l'exorciste, il résout les problèmes conjugaux. La précarité, les frustrations, les vulnérabilités, la marginalisation... il y a quand même un foyer un peu

compliqué ! Il doit aussi gérer une diversité de communautés, d'origines, de générations. On lui en demande trop ! Et puis il y a le problème du salaire. L'imam travaille dans des conditions très difficiles. Beaucoup d'imams sont bénévoles pour avoir plus d'autonomie vis-à-vis des dirigeants de la communauté qui les emploie.

### Ne faudrait-il pas une autorité théologique ?

C'est souhaitable, mais cela ne se décrète pas comme cela. On est en train de faire des essais pour réunir des théologiens modérés. Il y a des initiatives. Parfois on échoue, mais on ne baisse pas les bras. On a besoin d'une représentativité théologique nationale. Théologique, et pas institutionnelle. Ça va venir, c'est une question de temps.

**On voit apparaître, autour de la question du voile ou du hallal, des militants d'un islam plus**

### identitaire. Comment appréhendez-vous ce phénomène ?

Il faut éviter cet aspect de revendication. On a un droit français, il faut l'appliquer. Il ne faut pas théologiser tout. Le foulard, le hallal, ce n'est pas le cœur de l'islam. Il faut donner du sens à la pratique. Pas de l'islam folklorique de visibilité à outrance. Pourquoi communautariser tout ? Nous avons la chance d'être dans une République qui a des valeurs universelles qui transcendent les communautés, pourquoi s'en priver ? Communautariser, c'est affaiblir et la cause et la République. Je crains aussi que les hommes politiques cèdent à cette ethnisation du droit. Le citoyen dans la conception française est abstrait, universaliste. Si on passait les revendications par les communautés, on affaiblirait ce qui fait la force de la République. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉCILE CHAMBRAUD